

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES***



**Édition Chronologique n° 30 du 2 juillet 2015**

**PARTIE PERMANENTE  
État-Major des Armées (EMA)**

**Texte 3**

**DÉCISION N° 509257/DEF/DCSSA/PC/ORG**

portant dissolution de l'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain du centre médical des armées de Paris-École militaire.

*Du 6 mai 2015*

DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES : *sous-direction « plans - capacités » ;  
bureau « organisation ».*

**DÉCISION N° 509257/DEF/DCSSA/PC/ORG portant dissolution de l'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain du centre médical des armées de Paris-École militaire.**

*Du 6 mai 2015*

NOR D E F E 1 5 5 0 8 5 2 S

---

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 620-0.1.2*

*Référence de publication : BOC n° 30 du 2 juillet 2015, texte 3.*

---

Le ministre de la défense,

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié, relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du 9 novembre 2012 modifié, portant organisation du service de santé des armées ;

Vu l'instruction n° 200/DEF/DCSSA/OL du 12 juillet 2002 relative au patrimoine de tradition des formations du service de santé des armées ;

Vu l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/-- du 26 janvier 2012 <sup>(1)</sup> relative à la protection du secret de la défense nationale au sein du ministère de la défense ;

Vu l'instruction n° 700/DEF/DCSSA/AA/NGA/GLB du 18 novembre 2013 relative à la gestion logistique des biens mobiliers affectés dans le service de santé des armées ;

Vu l'instruction n° 701/DEF/DCSSA/AA/NGA du 17 janvier 2014 relative à l'organisation de la gestion logistique des biens au sein du service de santé des armées ;

Vu la circulaire n° 690/DEF/DCSSA/AAF/AAGDS du 9 mars 1995 modifiée, relative aux conditions de reversement des archives des organismes subordonnés à la direction centrale du service de santé des armées ;

Vu la décision n° 4399/DEF/DCSSA/OSP/ORG du 15 décembre 2010 modifiée, portant création des centres médicaux des armées et interarmées au sein des bases de défense,

Décide :

Art. 1er. L'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain du centre médical des armées de Paris-École militaire est dissoute à compter du 30 juin 2015 à 24 h 00.

Art. 2. La présente décision et son annexe seront publiées au *Bulletin officiel des armées*.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le médecin général des armées,  
directeur central du service de santé des armées,*

Jean DEBONNE.

---

(1) n.i. BO.

ANNEXE.  
**DISSOLUTION DE L'ANTENNE MÉDICALE DE L'ÎLOT SAINT-GERMAIN DU CENTRE  
MÉDICAL DES ARMÉES DE PARIS-ÉCOLE MILITAIRE.**

1. CALENDRIER.

L'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain du centre médical des armées (CMA) de Paris-École militaire est dissoute le 30 juin 2015 à 24 h 00.

2. DISPOSITIONS CONCERNANT LE PERSONNEL.

**2.1. Personnel militaire du service de santé des armées.**

Les mutations du personnel militaire du service de santé des armées sont prononcées par la sous-direction « ressources humaines » de la direction centrale du service de santé des armées (DCSSA).

**2.2. Personnel militaire des armées et de la gendarmerie nationale.**

Les bureaux gestionnaires des armées et de la gendarmerie nationale procèdent de même, selon les règles qui leur sont propres, pour le personnel relevant de leur responsabilité, qu'il soit titulaire ou non d'un titre permettant l'exercice d'une profession de santé au sein d'une formation du service de santé des armées.

**2.3. Personnel civil.**

Les arrêtés de mutation du personnel civil sont édités par le centre ministériel de gestion dont relèvent les administrés.

Le personnel civil peut bénéficier des mesures indemnitaires au titre du plan d'accompagnement des restructurations (PAR) mis en œuvre au sein du ministère de la défense.

3. INFRASTRUCTURE.

Les locaux occupés par l'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain sont rendus à la base de défense de Paris-Île-de-France.

4. MATÉRIEL.

La direction régionale du service de santé des armées (DRSSA) de Saint-Germain-en-Laye fait procéder à un inventaire général des matériels en service et en approvisionnement de l'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain.

Elle édite les ordres de mouvement des matériels qu'elle affecte aux CMA subordonnés dont les commandants en deviennent utilisateurs de biens.

Les matériels en excédent des besoins ainsi que les matériels à réformer font l'objet d'états détaillés adressés à la DCSSA conformément à l'instruction n° 700/DEF/DCSSA/AA/NGA/GLB du 18 novembre 2013 relative à la gestion logistique des biens mobiliers affectés dans le service de santé des armées.

Le matériel informatique est transféré selon les dispositions de la direction interarmées des réseaux d'information et systèmes d'information.

5. COMPTABILITÉ PATRIMONIALE.

À l'issue de l'inventaire général des matériels effectué par le commandant du CMA de Paris-École militaire, la DRSSA de Saint-Germain-en-Laye rend compte à la section comptabilité patrimoniale de la DCSSA des mouvements d'immobilisation effectués (matériel de plus de dix mille euros).

## 6. MOBILISATION.

L'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain du CMA de Paris-École militaire [n° conception réalisation et études d'organisation (n° CREDO) : 081C4B5] est radiée de l'ordre de bataille le 30 juin 2015 à 24 h 00.

## 7. ARCHIVES.

Les archives de l'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain sont conservées par le CMA de Paris-École militaire.

La plus grande attention est portée au traitement des documents relevant du « confidentiel médical » et du « confidentiel personnel ».

Les documents classifiés relèvent de la stricte application de l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/-- du 26 janvier 2012 <sup>(1)</sup> relative à la protection du secret de la défense nationale au sein du ministère de la défense.

Les timbres et cachets officiels de l'antenne médicale de l'îlot Saint-Germain du CMA de Paris-École militaire sont détruits.

## 8. PRÉVENTION.

L'ensemble des annexes aux registres réglementaires obligatoires dans les domaines de la prévention des risques professionnels et de la protection de l'environnement ainsi que le registre incendie sont conservés par le CMA de Paris-École militaire.

---

(1) n.i. BO.